



Transport maritime

La plaisance enfin réglementée

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3944 - Jeudi 11 août 2016 - Prix : 10 DA

Equipe nationale

Rajevac rappelle Cadamuro et convoque Benaceur

Page 23

Les textes prochainement sur la table du gouvernement

Le marché hallal se met aux normes

Page 2

Reporters de guerre dans Alep

Par Mohamed Habili

Alep, il y a moins d'une semaine, les groupes rebelles annonçaient qu'ils ont réussi à enfoncer à l'est de la ville le siège dans lequel les avait enfermés l'armée syrienne, après avoir pris le contrôle de la route du Castello, l'unique voie de communication avec la Turquie, d'où leur parviennent les hommes et les approvisionnements. En fait, ils avaient juste repris à l'armée syrienne quelques-unes des positions d'où celle-ci les avait délogés quelque temps auparavant. Ils ont diffusé à ce moment sur leurs sites de propagande, largement reprises par les chaînes de télévision, des images montrant leur jonction, les scènes d'effusion virile entre combattants se retrouvant par delà l'obstacle qui les avait séparés étant censés en attester la véracité. Ce n'est plus à ce genre d'images d'archives que les journaux télévisés ont maintenant recours pour illustrer le sujet, mais au champ de ruines qu'est devenue Alep, du fait du redoublement des bombardements. Plus question des succès remportés par les rebelles, on dirait même que les positions reconquises par eux, consistant en bâtiments militaires, ont été rayées de la carte. S'ils n'avaient pas eu le temps de les abandonner, ceux qui les avaient repris ont dû être écrabouillés. Il n'y a plus dans l'enfer d'Alep des reporters dignes de foi, mais de part et d'autre des combattants armés de caméras au milieu de leurs camarades. C'est à eux que l'on doit la plupart des images que l'on voit sur quasiment toutes les chaînes.

Suite en page 3

Kidnappings d'enfants

Le RND pour la peine de mort



En pleine douleur de l'assassinat de la petite Nihal et la montée de la demande populaire pour l'application de la peine de mort aux kidnappeurs et assassins d'enfants, Ahmed Ouyahia en qualité de secrétaire général du Rassemblement national démocratique, soutient cet appel. Un soutien qui pourra sortir cette question du débat idéologique.

Page 3

Lutte antiterroriste

Hollande sollicite Bouteflika pour «faire bloc» contre le fléau

Page 3



Afin de promouvoir la lecture à Tizi Ouzou Un bibliobus sillonne les plages de Tigzirt et d'Azeffoun

Page 13

Transport maritime

La plaisance enfin réglementée

■ C'est désormais chose concrète : un décret vient d'être publié au «Journal officiel», hier, portant dispositions qui visent à réglementer les activités de plaisance en milieu maritime, accordant ainsi aux investisseurs privés le droit de s'y adonner.

Par Louiza Ait Ramdane

Le ministère des Transports décide enfin de mettre un terme à l'anarchie sévissant dans le créneau du transport de plaisance et à faire en sorte que les loisirs maritimes soient au niveau requis.

En effet, et afin de réconcilier les Algériens avec la mer, un décret exécutif fixant les conditions et modalités d'exercice des activités de transport maritime urbain et de plaisance maritime à but lucratif a été publié hier au «Journal officiel» n° 44. La réglementation tend à promouvoir le transport maritime urbain, les



Ph/DR

Investissements US en Algérie «Les portes sont ouvertes pour plusieurs secteurs»

L'AMBASSADEUR d'Algérie à Washington, Madjid Bouguerra, a indiqué que les portes de l'Algérie sont ouvertes aux entreprises américaines qui devraient saisir les opportunités économiques offertes par le pays.

«Ce que nous demandons aux Etats-Unis c'est de faire en sorte que la communauté d'affaires américaine et les entreprises américaines aient leur part des opportunités offertes par l'Algérie», a déclaré l'ambassadeur dans un entretien accordé en juin dernier à Al-Monitor, un site d'information spécialisé dans les affaires du Moyen-Orient. «Les portes leur sont ouvertes dans plusieurs secteurs», a ajouté M. Bouguerra.

Les deux pays ont mis en place ces dernières années plusieurs mécanismes pour renforcer leur relation bilatérale en instituant un dialogue stratégique et militaire et en créant un forum commercial. Mais leurs échanges commerciaux ont baissé passant de 24 milliards de dollars en 2012 à 7 milliards de dollars en 2015, du fait du recul important des exportations algériennes de pétrole et du gaz vers les Etats-Unis, a expliqué M. Bouguerra. «Sur le plan économique, nous avons des relations beaucoup plus fortes lorsque les Etats-Unis importaient le pétrole et le gaz de l'Algérie (à). Malheureusement, ce n'est plus le cas depuis l'année dernière», a-t-il relevé. «A l'instar des autres pays riches en ressources naturelles, l'Algérie souhaite créer une économie pour préparer l'après-pétrole», a précisé M. Bouguerra.

balades en mer, la création de bateaux-restaurants amarrés à quai, ou itinérants, à encadrer l'usage des engins nautiques à moteur et à lancer la pisciculture (terme d'origine italienne traduisible en pêche touristique). En dépit de l'existence d'un seul port de plaisance en Algérie, celui de Sidi-Fredj, il sera procédé à l'exploitation de la mixité caractérisant les ports déjà opérationnels à travers le territoire national, à savoir la pêche et la plaisance. Une démarche du ministère qui a déjà montré son sérieux à travers l'ouverture de nouvelles lignes maritimes. Comme en témoignent celles reliant les wilayas du littoral, joignant, dans les deux sens, Alger à Béjaïa, puis à Jijel et inaugurer une troisième reliant, cette fois, la capitale à Tipasa et Cherchell.

Par ces perspectives, les trajets maritimes deviennent avec le temps le nouveau moyen de transport, saisonnier comme première étape, des Algériens.

Une démarche du ministère qui a déjà montré son sérieux à travers l'ouverture de nouvelles lignes maritimes.

Revenant à la réglementation, le texte publié dans le «Journal officiel», précise que ces activités doivent être exercées par des personnes physiques de nationalité algérienne ou morales de droit algérien, qui ne figurent pas dans le fichier national des fraudeurs. L'exercice de ces activités est subordonné à l'obtention d'une autorisation délivrée par les services compétents relevant du ministre chargé de la marine marchande, après avis conforme de la commission territoriale-

ment compétente, et à la souscription à un cahier des charges.

Il est ainsi institué trois commissions régionales d'Alger (couvrant Alger, Tipaza, Chlef, Boumerdès et Tizi Ouzou), d'Oran (Oran, Tlemcen, Aïn Témouchent et Mostaganem) et d'Annaba (Annaba, Béjaïa, Jijel, Skikda et El Tarf) chargées d'examiner et de statuer sur les demandes d'autorisation et d'annulation des autorisations d'exploitation.

L'exploitant de l'une de ces activités est tenu de la lancer dans un délai n'excédant pas les six mois qui suivent l'obtention de l'autorisation, de veiller à la conformité des navires et engins nautiques à moteur concernés par ces activités. Il est tenu également à respecter le nombre de passagers autorisés à embar-

quer à bord des navires et sur les engins nautiques à moteur, de souscrire à une police d'assurance destinée à couvrir aussi bien les personnes que le navire ou l'engin nautique à moteur. En outre, l'exploitant doit veiller au respect des règles d'hygiène, de salubrité publique et de la qualité des prestations, d'informer le public sur les dessertes, les itinéraires, les dates, les horaires, les tarifs et les lieux d'embarquement et de débarquement. Par ailleurs, le texte précise pour chacune des catégories des activités de transport maritime urbain et de plaisance maritime les conditions spécifiques de l'exercice de ces prestations, ainsi que les sanctions prévues pour non-respect des obligations et des cahiers des charges.

L. A. R.

Les textes prochainement sur la table du gouvernement

Le marché halal se met aux normes

Le marché halal constitue un potentiel énorme encore mal exploité. Ce dernier a en effet enregistré, depuis quelques années, une croissance remarquable, de quoi faire saliver les grands groupes agroalimentaires et de distribution.

A ce titre, les grandes opportunités attirent les grands opérateurs de tout ordre. Ainsi, les grandes marques souhaitent développer leur potentiel pour conquérir le marché. Un marché juteux qui réalisera un chiffre d'affaires énorme. Aussi, puisque ce dernier est en pleine explosion, la certification est devenue nécessaire.

A cet effet, un nouvel arrêté interministériel fixant les conditions d'apposition de la marque «Halal» sur les produits alimentaires exportables est en cours de validation au niveau du gouvernement, selon un responsable au ministère du Commerce. «Il s'agit d'une mesure qui concernera surtout les produits exportables tel qu'exigé par les clients étrangers. Nous nous doterons ainsi d'un certificat officiel reconnu à l'international», explique la même source. Ainsi, ce texte prévoit notamment la mise en place d'un organisme public chargé de la certification des

produits «Halal» et l'installation d'un comité national pour le suivi du processus de certification et de l'apposition de la marque «Halal» sur des produits qui seront définis par ce comité. L'arrêté a été élaboré par cinq départements ministériels. Il s'agit des ministères chargés respectivement du Commerce, de l'Agriculture, de l'Industrie, des Affaires religieuses et de la Santé. «Ce texte va organiser, sur les plans réglementaire, organisationnel et logistique, la certification des produits alimentaires concernés par les dispositions du règlement technique algérien sur les produits Halal», poursuit le même responsable. C'est l'Institut algérien de normalisation (IANOR) qui sera chargé d'encadrer l'opération de certification de cette mention rendue obligatoire par les dispositions du décret 13/378 relatif à l'information du consommateur. Une fois cet arrêté interministériel validé et publié au «Journal officiel», l'Algérie disposera officiellement d'un organisme chargé de la certification des produits «Halal», avance-t-il tout en affirmant que l'Algérie exigera une reconnaissance mutuelle par les organismes similaires étrangers. «Nous allons exiger à ce qu'il y ait une reconnaissance mutuelle de

ces organismes. C'est-à-dire que si nous reconnaissons un organisme de certification d'un pays, ce dernier doit également reconnaître son homologue algérien», insiste-t-il. L'arrêté prévoit également la mise en place d'un comité national chargé du suivi du processus de certification et surtout de l'apposition de la marque «Halal» sur les produits qui seront définis par une liste. Il s'agira de mettre une marque collective unique avec un design et une charte graphique développée, déposée et protégée au niveau de l'Institut national de la propriété intellectuelle (INAPI). Pour rappel, le règlement technique définissant les exigences réglementaires auxquelles doivent répondre les denrées alimentaires «Halal» était entré en vigueur en vertu d'un arrêté interministériel d'avril 2014 dans le sillage du décret de novembre 2013 relatif à l'information du consommateur. Il a pour objectif de maîtriser et de renforcer le contrôle des denrées alimentaires «Halal» et de satisfaire l'attente légitime du consommateur musulman quant à l'origine des denrées alimentaires mises en vente et leurs ingrédients.

Meriem Benchaouia

Kidnappings d'enfants

Le RND pour la peine de mort

■ En pleine douleur de l'assassinat de la petite Nihal et la montée de la demande populaire pour l'application de la peine de mort aux kidnappeurs et assassins d'enfants, Ahmed Ouyahia en qualité de secrétaire général du Rassemblement national démocratique, soutient cet appel. Un soutien qui pourra sortir cette question du débat idéologique.

Par Nacera Chennafi

Le secrétaire général du RND, Ahmed Ouyahia, a choisi Facebook pour se prononcer sur l'appel à l'application de la peine de mort qui a refait surface avec force après le drame de la petite Nihal, kidnappée et tuée et des parties de son corps retrouvées dans un village à Tizi Ouzou.

Le RND, dont la page Facebook est toute récente dit dans un message posté ce mardi «soutenir tout projet de loi en faveur de l'application de la peine de mort» contre les auteurs d'enlèvements d'enfants.

On lit aussi dans ce message «le Rassemblement national démocratique accueille favorablement la demande populaire pour l'application de la peine de mort contre les kidnappeurs d'enfants et affirme son soutien au niveau du Parlement pour tout projet de loi dans ce sens». Le RND rappelle que «cette position a été déjà exprimée par son secrétaire général Ahmed Ouyahia en 2007» et rappelle aussi que «le 5^e congrès du parti qui s'est tenu en mars 2016 a réaffirmé cette position en appelant les autorités du pays à appliquer la peine de mort contre les auteurs de certains crimes dont le kidnapping d'enfants». Il est à noter que les réseaux sociaux sont débordés d'appels pour l'application de la peine de mort après la disparition et la mort de la petite Nihal.

Le RND est la deuxième force politique après le FLN au niveau de l'Assemblée populaire nationale



Ph/DK

nale en matière de nombre de députés. La prochaine session ouvrira ses portes en septembre pour 10 mois comme le stipule la révision constitutionnelle du 7 février dernier.

Ainsi, si dans le passé, l'appel à l'application de la peine de mort a été à chaque fois attribué aux islamistes qui demandent l'application de la charia, aujourd'hui le soutien d'Ahmed Ouyahia le RND comme parti nationaliste démocratique est un appui pour cette demande et pourra faire sortir la demande de l'application de la peine de mort du débat idéologique entre islamistes et défenseurs des droits de l'homme.

Le drame de Nihal qui s'ajoute à d'autres a fait sortir les Algériens de toutes catégories, unis pour un seul appel qui est celui de l'application de la peine de mort aux kidnappeurs et assassins d'enfants.

Il est à noter que l'Algérie observe depuis 1993 un moratoire sur la peine de mort. La dernière revient à celle appliquée aux terroristes autour de l'explosion de l'aéroport Houari-Boumediène à Alger en 1992. L'Algérie passait par une période sanglante qui a duré plus de dix ans.

C'est vrai qu'au niveau du tribunal, il y a des condamnations de la peine de mort mais celle-ci n'est pas appliquée. L'Algérie qui

est liée par un Protocole sur la non-application de la peine de mort se retrouve face à un appel populaire soutenu par les politiques. Même au niveau des défenseurs des droits de l'homme, il y a une nouvelle vision des choses par rapport aux assassins et kidnappeurs d'enfants. A ce propos, on cite le président de la Commission nationale de la protection et la défense des droits de l'homme, Farouk Ksentini, qui avait déclaré à la presse qu'il soumettra un rapport au président de la République dans lequel il soutient l'application de la peine de mort aux kidnappeurs et assassins d'enfants. «Je suis pour l'abolition de la peine de mort sauf dans certains crimes tels que les enlèvements d'enfants suivis d'assassinats. Elle doit être prononcée à leur rencontre de façon exceptionnelle», a-t-il en effet indiqué à plusieurs reprises alors qu'il s'est toujours prononcé pour son abolition en la qualifiant d'acte barbare. Aujourd'hui, la balle est dans le camp du président de la République et le gouvernement pour trancher une fois pour toute le drame de Nihal et bien avant le double crime de Brahim et Haroun deux enfants âgés de 10 et 9 ans retrouvés morts deux jours après leur kidnapping à Constantine en 2013. Ce crime a été suivi de la relance du débat sur la peine de mort. Celui-ci a été suivi d'un Conseil interministériel qui a décidé d'une armada de mesures pour la protection des enfants mais celles-ci ont montré leur inefficacité face à certains cas. N. C.

Lutte antiterroriste

Hollande sollicite Bouteflika pour «faire bloc» contre le fléau

Considérant le terrorisme comme étant «un ennemi commun», le président français, François Hollande a plaidé pour une «coopération bilatérale approfondie» plus approfondie entre l'Algérie et la France en matière de lutte contre le terrorisme. Répondant au message de condoléances adressé par le Président Abdelaziz Bouteflika suite à l'attentat terroriste commis dans l'église de Saint-Etienne-du-Rouvray, en Seine-Maritime, François Hollande a plaidé pour le confortement de la coopération entre les deux pays afin de faire face «au fléau du terrorisme», qu'il a qualifié d'«ennemi commun». «Ces tristes circonstances marquent plus que jamais la nécessité d'une coopération bilatérale approfondie en matière de lutte contre le terrorisme et de déradicalisation, au service de la protection de nos citoyens», a-t-il souligné. Aussi, a-t-il émis son vœu de faire bloc avec l'Algérie pour «gagner» la «guerre» contre le terrorisme. Soulignant la détermination de la France en matière de lutte contre le terrorisme, François Hollande écrira à son homologue algérien que «nous ne les (les terroristes) laisserons pas faire. Nous ferons bloc car c'est ainsi que nous gagnerons cette guerre». «Le fléau terroriste est notre ennemi commun. L'affronter constitue une priorité pour nos deux pays. Nous aurons besoin de travailler davantage ensemble. Je sais l'engagement de votre pays dans cet objectif», a-t-il poursuivi. Et d'appuyer à ce sujet que «la République (ndlr française) rejette totalement la logique des terroristes qui ne visent qu'à semer la divi-

sion, et la haine et veulent prendre les musulmans de France en otages. Or, aujourd'hui, c'est tout l'islam de France qui est mobilisé pour lutter contre ceux qui s'en prennent à notre pays et à ses valeurs, en invoquant une conception funeste de la religion». A ce propos il a affiché sa conviction que «ces actes barbares n'ont rien à voir avec l'islam». Notons que la lutte contre le terrorisme a pris un nouvel essor en France depuis les dernières attaques survenues sur son sol. C'est ainsi que plusieurs mesures ont été prises par le département de Bernard Cazeneuve, alors que d'autres ont été annoncées pour la prochaine rentrée sociale. De ce fait, faisant suite aux actes survenus et à «la menace terroriste persistante», le gouvernement a pris des mesures draconiennes pour s'en parer. C'est ainsi, qu'après avoir déjà connu un renforcement en 2002, conséquence des attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, l'arsenal juridique français a été complété et renforcé par des moyens sans précédent en faisant renforcer les effectifs dans la police, la justice, l'armée et les services de renseignement. Plus récemment, depuis l'attentat du 14 juillet 2016 dernier perpétré dans la ville touristique de Nice en pleine célébration de la Fête nationale française et qui a fait pas moins de 84 morts, l'Etat d'urgence a été prorogé pour 6 mois sur l'ensemble du territoire français. Un Etat d'urgence qui, rappelés-le, a été décrété à la suite de la série d'attaques ayant fait au moins 129 morts et 180 blessés à Paris dans la soirée du vendredi 13 novembre dernier. De plus, même si peu

d'entre elles ont été maintenues et gardées sous haute sécurité, de nombreuses festivités d'été ont été tout bonnement annulées partout en France pour raisons de sécurité notamment à Lille où se déroule annuellement à la même époque l'événement le plus populaire de la ville «La Braderie de Lille», auquel s'ajoute l'annulation du «Semi-Marathon» de Lille, Marseille, Nice qui devait accueillir le championnat d'Europe de cyclisme sur route, et Paris où ont été annulés entre autres «Le festival Cinéma en plein air» ainsi que la piétonnisation des Champs-Élysées prévue le 7 août et le tournoi de basket Quai 54 sur la pelouse de Reuilly (12^e arrondissement) les 23 et 24 juillet. En somme, la France demeure une cible privilégiée pour les terroristes, en attestent les multiples déclarations de François Hollande qui maintient que «la menace terroriste envers la France perdure». En outre, dans le cadre de la lutte contre ce fléau, et face à la montée des actions anti-islam et pour contrer la recrudescence de l'intégrisme religieux sous toutes ses formes, Hollande a promis une meilleure protection des lieux de culte et un renforcement du dialogue entre les religions, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Insistant dans ce contexte sur la liberté de croyance et de conscience, ainsi que sur le principe de la laïcité. La dernière action en date concerne la réactivation et l'institutionnalisation annoncée pour septembre prochain du Conseil français du culte musulman (CFCM), instance représentative du culte musulman en France. Lynda Naili

LA QUESTION DU JOUR

Reporters de guerre dans Alep

suite de la page Une

La partie est de la ville n'est pas pour autant coupée du monde. Les habitants ont des téléphones, et ils s'en servent doublement : pour décrire à leurs correspondants ce qu'ils vivent et souvent aussi pour le filmer. Pour le moment ce sont eux les reporters de guerre. Le peu que nous savons de ce qui se passe en ce moment même, c'est à eux que nous le devons. Tout le reste n'est que propagande de guerre, d'un côté comme de l'autre. C'est ce reporter collectif qui nous apprend que les forces se concentrent de part et d'autre dans la perspective d'un nouvel affrontement avec pour enjeu les mêmes positions que précédemment, l'armée syrienne aidée de ses alliés voulant les reprendre, et les groupes rebelles, essentiellement islamistes, se préparant à les défendre. La campagne actuelle de bombardements n'en est que le prélude. Mais on n'assistera pas comme dans les deux actes précédents à un assaut donné sur une ligne défensive, où l'on a vu assiégeants et assiégés intervertir les rôles. A en croire ce que les habitants au cœur du chaudron nous disent, c'est que cette fois-ci l'assaut sera donné des deux côtés, de l'assiégeant vers l'assiégé, et de celui-ci vers celui-là. C'est l'attaque et la contre-attaque se produisant en même temps, alors qu'il est de règle qu'un certain intervalle de temps s'écoule entre les deux, et que la première précède la seconde. Le premier qui se lance à l'assaut doit lui-même subir le choc de celui qui vient sur lui du côté opposé, pour autant que ce ne soit pas de plusieurs à la fois. De sorte que s'il est repoussé, il ne lui suffira pas de regagner la position d'où il est parti pour se retrouver à l'abri, lui aussi étant l'objet d'une attaque simultanée. Il n'est même pas évident que du moins le moment de vérité est arrivé. Tant de fois on l'a cru, pour être chaque fois démenti peu de temps après. La guerre en Syrie est inépuisable parce qu'elle n'est guerre civile qu'en apparence. Elle ne l'est que par un de ses trois aspects. Elle est une combinaison de guerre civile, de guerre régionale, et de guerre impliquant les plus grandes puissances, c'est-à-dire un conflit mondial. C'est une espèce de guerre mondiale dans un seul pays. M. H.

Crise à la commune d'Akbou/Béjaïa
La société civile réclame à nouveau «la dissolution» de l'APC

LA SOCIÉTÉ civile d'Akbou continue de réclamer le départ de l'exécutif et globalement les 23 élus peuplant l'APC depuis les élections locales de 2012, sans pour autant apporter le changement de leur quotidien. Les comités des villages et quartiers, le mouvement associatif local, des personnalités locales, etc... ont fermé, hier, une nouvelle fois le siège de la mairie pour exiger la fin de la crise couvant à l'APC par «la dissolution de l'APC, le départ des élus, l'envoi d'une commission afin d'enquêter sur la gestion catastrophique de l'exécutif». Pour rappel, entre l'opposition qui est majoritaire avec 12 élus depuis plusieurs mois et le maire et son équipe c'est le bras de fer sans cesse continu. Même la dernière réunion qui était supposée mettre fin au blocage n'avait rien changé à cause de certaines questions de principe avancées par l'opposition qui ne voulait «pas cautionner certains dérives» comme nous le diront même des élus dont un élu faisant partie de l'équipe du maire avant de contester certaines questions pour se retrouver par la suite écarté voire sanctionné par le maire. Le blocage de l'APC qui perdure depuis des années est appelé à se poursuivre encore et peut-être jusqu'aux prochaines élections locales prévues l'année prochaine si les hautes autorités du pays rechignent de voir la vérité en face et continuent à cautionner la dérive qui se produit devant nos yeux. Loin de nous d'apporter une caution à une quelconque partie que ce soit mais, ce serait faire abstraction d'un mal qui ronge cette commune et qui pénalise tout le monde que de continuer à regarder les choses empirer sans rien faire.

Jugeons-en: il y a 944 projets ou opérations bloqués et plus de 600 milliards de centimes qui dorment toujours dans le compte de l'APC sans compter les 249 milliards de centimes du budget de 2016 qui n'est pas encore utilisé. De quoi faire de cette commune la meilleure ville d'Algérie d'autant qu'elle possède une zone industrielle, de plus florissante, et le sera d'avantage avec l'ouverture d'au moins une partie de l'autoroute Béjaïa-Bouira d'ici le mois de novembre et d'autres sections un peu plus tard. Il faut rappeler que pas moins de 12 élus sur 23 que compte l'Assemblée (dont des indépendants de la liste «Akbou Avant Tout», des élus du MEN et du FLN) avaient rejeté les dix points inscrits par le maire à l'ordre du jour de la session extraordinaire tenue, faut-il le rappeler, il y a deux semaines à la demande du wali qui avait exhorté les élus et l'exécutif à sa tête le maire à faire des efforts et faire passer l'intérêt de la commune avant tout. Il faut rappeler aussi que «deux autres élus du FLN et du RND n'avaient pas voulu voter en faveur du maire, un autre a manqué à l'appel, et une élue se trouvait en France et la procuration signée en faveur du maire n'était pas valable puisqu'elle n'avait pas été signée par une autorité compétente», nous disait un élu FLN. **Hocine Cherfa**

Saletés et débris sur le littoral algérois

Les estivants priés de préserver les plages

■ Afin d'avoir un littoral propre et agréable à vivre, notamment en cette saison estivale où l'affluence des personnes bat des records en bord de mer, des campagnes de sensibilisation sont menées au niveau de plusieurs plages algéroises au titre de la 3^e édition des journées «Main dans la Main» pour la préservation des milieux aquatiques.



Phs/D. R.

Par Yacine Djadel

Organisée à l'initiative de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (Seaal), selon un communiqué de cette entreprise et placée sous le thème «Parce que nous avons tous une part de responsabilité, mobilisons-nous pour la préservation de notre littoral», cette opération se poursuivra jusqu'au 25 août, a affirmé la même source.

A cet effet, l'événement qui se veut un effet d'alerte destiné aux citoyens pour une meilleure protection de l'environnement, couvrira donc diverses plages situées dans des communes de la wilaya d'Alger dont Hussein

Dey, Gouraya, Ain Benian, El Marsa et Staoueli. Pour mieux agrandir l'opération, il est à savoir aussi que la même manifestation sera organisée chaque jeudi dans la wilaya de Tipaza.

De ce fait, au vu de ces campagnes de sensibilisation menées un peu partout sur les villes côtières du pays et ayant pour but de toucher au maximum un large public, il faut rappeler que celles-ci ne viennent pas d'une manière aussi fortuite. Bien au contraire, car elles répondent à une urgence écologique et environnementale issues d'un contexte particulier. Lequel contexte où en dépit de toutes les mesures d'aménagement ayant été prises sur l'ensemble des littoraux du pays, à

savoir dans le seul but de remédier à la question de l'environnement, il se trouve que nos plages restent encore parmi les plus sales, si on les compare à nos pays voisins du Maghreb. Un fait, nous renvoie à la grande responsabilité qu'ont les citoyens à cet égard. En effet, à cause de l'incivisme de la majorité d'entre eux, nos plages souffrent toujours une insalubrité menaçante et pour la nature et pour la santé publique. Pour tenter de corriger ces attitudes qui, pour rappel, viennent souvent de l'absence de conscience sur l'enjeu environnemental, l'entreprise nationale chargée de l'assainissement des eaux au niveau de la capitale (Seaal) a décidé d'agir dans ce sens. Pour se faire, lors de ces

journées de sensibilisation, des jeunes mobilisés à cette occasion par la société vont sillonner les plages situées dans ces deux wilayas en vue de sensibiliser les estivants sur l'intérêt de protéger la nature et préserver la propreté du littoral. Un littoral qui d'après les initiateurs de la campagne, est source d'épanouissement et de détente pour tous. Ajoutant d'ailleurs, que «cette action de proximité et d'échange avec les vacanciers permettra de leur faire prendre conscience de l'impact de leurs gestes sur la nature et de leur rôle personnel dans la préservation de l'environnement et de la qualité de la vie», a souligné la Seaal.

Y. D.

Lait

La facture d'importation en nette baisse au 1^{er} semestre 2016

La facture d'importation de lait a reculé à 414,2 millions de dollars (usd) durant le 1^{er} semestre 2016, contre près de 630 millions usd à la même période de 2015, soit une baisse de 34,2%. Ce sont là des chiffres donnés par le Centre national de l'information et des statistiques des douanes (Cnis).

Les quantités importées de lait en poudre, crème de lait et matières grasses laitières utilisées comme intrants ont reculé pour s'établir à 172 902 tonnes contre 210 303 tonnes, soit une réduction de près de 18% entre les deux périodes de comparaison, indiquent les chiffres du Cnis.

Outre la baisse des quantités importées, la facture a reculé également en raison de la chute des prix à l'importation par l'Algérie de cette denrée alimentaire. Ainsi, durant les quatre premiers mois 2016, le prix moyen de l'importation par l'Algérie des poudres de lait s'est établi à 2.468 usd/t contre 2.996 usd/t à la même période de 2015 soit une baisse de 17,6%.

Pour rappel, la facture des importations

du lait en poudre, crèmes de lait et matières grasses laitières, avait reculé à 1,04 milliard de dollars (md usd) en 2015 contre 1,91 md usd en 2014, pour des quantités de 372 252,4 tonnes contre 395 898,2 tonnes.

Afin de réduire les importations de ce produit subventionné et de promouvoir la filière lait, des mesures avaient été décidées par le gouvernement en faveur des éleveurs et des opérateurs de ce secteur en augmentant la subvention du lait cru et en encourageant l'investissement, avec l'objectif de baisser les importations de la poudre de lait de 50% à l'horizon 2019.

Le gouvernement a ainsi décidé que le prix de référence du litre de lait cru de vache soit fixé à 50 DA contre 46 DA auparavant, se répartissant entre 36 DA le prix de cession du lait cru aux laiteries et 14 DA de subvention de l'Etat, contre, respectivement, 34 DA et 12 DA auparavant.

En réponse à la préoccupation des éleveurs relative à l'accès à l'aliment de bétail et à la régulation du marché de ce produit, il a

été décidé d'approvisionner directement les éleveurs en matière de son (résidu de mouture de blé).

D'autres mesures de facilitation à moyen terme ont été prises par le gouvernement afin d'asseoir une stratégie de relance de la filière lait. Il s'agit notamment de l'accès des professionnels de la filière lait au foncier agricole pour leur permettre d'investir en amont de cette filière et concourir au développement des grandes cultures (céréales et fourrages).

Les pouvoirs publics ambitionnent, dans ce cadre, de promouvoir la création de fermes modernes intégrées pour l'élevage bovin laitier et la production de céréales et de fourrages dans le cadre de contrats-programmes. Il est question aussi d'encourager l'utilisation du crédit de campagne «R'fig» pour investir dans la production des fourrages, tandis que les coopératives des éleveurs seront incitées à recourir à l'exploitation des périmètres irrigués, notamment dans les Hauts-Plateaux et le Sud.

Crise du pétrole, diversification de l'économie nationale...

Les «recommandations» du FMI

■ L'Algérie a une «occasion exceptionnelle» pour passer à une croissance durable et réduire sa dépendance des hydrocarbures, a indiqué le chef de mission du FMI pour l'Algérie, Jean-François Dauphin, dans un entretien accordé au blog du FMI.

Ph. > D. R.



Par Mohammed K.

«Le pays (l'Algérie) a devant lui une occasion exceptionnelle de se concentrer sur la mise en œuvre de ces réformes essentielles et de restructurer ainsi son économie sur un modèle plus pérenne», a noté M. Dauphin qui a estimé que l'Algérie pouvait «encore réduire sa dépendance à l'égard des recettes pétrolières et diversifier son économie». Dans ce sens, il a suggéré de mettre en place «les bonnes incitations et un climat propice au développement du secteur privé», tout en soulignant que

«les autorités (algériennes) sont parfaitement conscientes de la nécessité de cette évolution et ont très récemment adopté une stratégie pour recadrer le modèle de croissance du pays». A ce titre, M. Dauphin, qui est également chef de la division Moyen-Orient et Asie centrale du FMI, a cité les réformes mises en œuvre par le gouvernement portant sur la diminution progressive des subventions énergétiques «coûteuses et inéquitables», l'amélioration du climat des affaires et l'adoption d'un nouveau code des investissements. En évoquant l'impact de la chute

des cours de pétrole sur l'économie nationale, M. Dauphin a relevé que l'Algérie avait réussi à absorber le choc pétrolier grâce aux volants de sécurité en place sous forme d'épargne budgétaire, de réserves internationales et d'un faible niveau d'endettement. Il a considéré que l'adaptation à ce choc était difficile mais nécessaire et constituait une occasion de promouvoir un modèle de croissance plus pérenne. Par ailleurs, il a estimé que l'adaptation à ce choc extérieur devrait également reposer sur deux piliers. «Le premier est un rééquilibrage budgétaire visant à rétablir la santé de l'économie en

résorbant les déficits public et extérieur, et le deuxième consiste en de vastes réformes structurelles qui contribuent à libérer le potentiel du secteur privé, à diversifier l'économie, et à favoriser durablement une plus forte croissance et davantage d'emplois». Selon lui, le renforcement des perspectives de croissance de l'Algérie repose sur l'amélioration du climat des affaires, le renforcement de la gouvernance économique, le développement des marchés de capitaux, l'encouragement des investissements étrangers et l'amélioration du marché de travail tout en assurant la protection appropriée

En raison des faibles cours du brut

Le groupe pétrolier autrichien OMV surpris par déficit

Le groupe pétrolier et gazier autrichien OMV a annoncé hier un déficit net surprise de 117 millions d'euros au deuxième trimestre, en raison des faibles cours du brut et de dépréciations. A la Bourse de Vienne, l'action OMV perdait 0,74% à 24,19 euros en milieu de matinée, après être brièvement passée sous les 24 euros. A l'instar de ses concurrents, OMV, groupe

intégré de la production à la distribution employant 23.700 personnes, souffre «des prix bas du pétrole et du gaz, ainsi que de faibles marges en raffinerie», a relevé son PDG, Rainer Seele, dans un communiqué. La société poursuit une politique de réduction des coûts et d'optimisation de ses investissements, notamment en production, pour faire face à cette situation. Avant-hier,

OMV a cédé une participation de 30% dans le champ pétrolier et gazier de Rosenbank au large de l'Ecosse. La vente au canadien Suncor, pour 2015 millions de dollars, «limitera les contraintes d'investissements d'OMV» sur ce site, souligne encore M. Seele. Le groupe autrichien souligne avoir diminué ses investissements de 29% au 2^e trimestre, à 489 millions d'euros, et fait pas-

ser son taux d'endettement à 29%, contre 40% un an plus tôt. Il a par ailleurs vu son flux de liquidités opérationnel progresser de 21% à un milliard d'euros. Pour l'ensemble de l'exercice, OMV entend limiter ses investissements à 2,2 milliards d'euros et réaliser par ailleurs 100 millions d'euros d'économies dans le cadre d'une chasse aux coûts.

Place financière nipponne

La Bourse de Tokyo termine dans le rouge

La Bourse de Tokyo, sans ressort à la veille d'un jour férié, a clôturé hier sur une note négative sur fond de regain du yen et de recul des prix du pétrole. A l'issue des échanges, le Nikkei des 225 valeurs vedettes a cédé 0,18% (-29,85 points) à 16 735,12

points, après deux séances positives (+2,44% lundi, +0,69% mardi).

L'indice élargi Topix de tous les titres du premier tableau a pour sa part reculé de 0,20% (-2,66 points) à 1.314,83 points. La séance a été très peu active, avec seulement

1,7 milliard de titres échangés sur le premier marché.

Du côté des changes, le dollar fléchissait par rapport à son cours de la veille à la fermeture du marché, à 101,37 yens, de même que l'euro, à 113 yens.

Fluctuations de l'or noir

Les cours du pétrole orientés à la baisse en Asie

Les cours pétroliers étaient orientés à la baisse en Asie hier en raison d'estimations faisant état d'une hausse des stocks américains de brut, qui alimentent les inquiétudes d'une offre largement excédentaire. Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en septembre reculait de 5 cents à 42,72 dollars, dans les échanges électroniques en Asie. Le baril de Brent, référence européenne du brut, pour livraison en octobre, était stable à à

44,98 dollars. Selon les estimations privées de l'American Petroleum Institute (API), ces stocks ont augmenté la semaine dernière de 2,1 millions de barils. Les investisseurs attendent désormais la publication des chiffres officiels du département de l'Energie (DoE) pour la semaine qui s'est achevée le 5 août afin d'évaluer l'état de la demande du premier consommateur de pétrole au monde. Avant-hier, les prix du brut ont légèrement baissé,

alors que les cours sortaient de plusieurs séances de franche hausse. Ils avaient auparavant chuté en juillet sur fond de craintes sur le niveau toujours élevé de l'offre de pétrole brut comme de produits dérivés telle l'essence. Le cours du WTI avait perdu mardi 25 cents à 42,77 dollars au New York Mercantile Exchange (Nymex). A Londres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord avait baissé de 41 cents sur l'Intercontinental Exchange (ICE).

Projet gazoduc russo-turc TurkStream «sera réalisé le plus vite possible», selon Erdogan

LE PROJET de gazoduc russo-turc TurkStream, gelé à cause de la crise diplomatique entre Moscou et Ankara, «sera réalisé le plus vite possible», a assuré avant-hier le président turc Recep Tayyip Erdogan à l'issue d'une rencontre avec son homologue russe Vladimir Poutine. «Le gazoduc TurkStream sera réalisé le plus vite possible», a assuré le chef de l'Etat turc lors d'une conférence de presse. Le président russe a, de son côté, estimé que la construction de la partie du gazoduc destinée au marché intérieur turc pourrait commencer «très prochainement», mais il a souligné que la réalisation de celle destinée à approvisionner l'Union européenne dépendrait de garanties que Bruxelles devrait fournir. TurkStream avait été dévoilé fin 2014 en même temps que l'abandon, en pleine crise ukrainienne, du projet South Stream par la mer Noire, bloqué par l'Union européenne. L'idée était non seulement d'alimenter la Turquie mais d'en faire un pays de transit pour approvisionner le Sud de l'UE à la place de l'Ukraine. Le projet initial prévoyait des premiers approvisionnements fin 2016 avec à terme, une capacité considérable de 63 milliards de m³ par an, ensuite abaissée à 32 milliards. Concernant le tuyau devant répondre «aux besoins croissants et à la croissance économique de la République turque, (...) cette partie ne fait aucun doute, sa réalisation pourra commencer très prochainement», a expliqué M. Poutine. S'agissant du tuyau complémentaire destiné à l'Europe, «cette deuxième partie (...) dépend bien sûr d'une partie tierce. Nous devons travailler sur ces questions avec les pays européens et avec la Commission européenne», a-t-il poursuivi. Depuis l'échec de South Stream et le gel de TurkStream, Vladimir Poutine a plusieurs fois affirmé que la construction de gazoduc sur le sol européen ne se ferait que si Bruxelles donnait par écrit à ces projets un statut prioritaire. Depuis, Gazprom, qui ne cesse de répéter que la dépendance de l'UE au gaz russe est destinée à se renforcer malgré la volonté de Bruxelles de diversifier ses approvisionnements, a lancé un projet pour le Nord de l'Europe. Ce dernier, Nord Stream 2, ne passe pas par le sol européen mais par la mer Baltique directement vers l'Allemagne, ce qui devrait éviter selon Moscou des problèmes liés à la réglementation européenne en termes de concurrence. Certains pays en froid avec Moscou, Pologne en tête, ont demandé à Bruxelles de bloquer également ce projet. Le ministre russe de l'Energie Alexandre Novak a indiqué aux agences russes que le tracé du premier tuyau de TurkStream avait été soumis à la Turquie et que la construction pourrait être terminée d'ici à la fin 2019.

APS

Constantine

Sensibilisation des agriculteurs autour de la résorption de la jachère

■ La résorption de la jachère et l'extension de la plantation des cultures des légumes secs dont les lentilles et l'irrigation d'appoint seront les thèmes d'un programme supplémentaire de sensibilisation et de vulgarisation pour les agriculteurs et les cadres du secteur agricole, prévu le 20 du mois en cours, dans la wilaya de Constantine, à l'initiative de la chambre de l'agriculture, a indiqué son secrétaire général.



Par Ilham N.

La résorption de la jachère, l'extension de la plantation des cultures des légumes secs dont les lentilles, l'irrigation d'appoint aux

côtés d'autres sujets d'«actualité» dans le secteur agricole, tels que la protection des terres agricoles de la pollution, la sécurité sociale des agriculteurs, l'intégration de l'aquaculture dans l'agriculture et le développement de cette filière, seront

traités lors de cette formation qui sera tenue au siège de la DSA et aux centres culturels de certaines communes de la wilaya, a précisé Chamsseddine Kadri. L'initiative prévue au titre de l'exercice 2016-2017 est inscrite dans le cadre des récentes instructions et orientations du ministère de tutelle visant la promotion et le développement du secteur à l'échelle locale, a encore souligné le responsable. Ces journées de formation théorique et pratique seront organisées avec la collaboration de la direction des services agricoles (DSA) et des instituts liés au secteur en l'occurrence l'institut technique de grandes cultures (ITGC), l'institut national de la recherche agronomique de Constantine, (INRA) l'institut national des sols, de l'irrigation et de drainage et l'institut technique des cultures maraîchères et industrielles d'Oum El Bouaghi ainsi que le centre national de contrôle et de certification des semences et plants de Constantine, selon la même source. Des sessions de formation sur le schéma directeur agricole de la wilaya seront également organisées au profit des conseillers et subdivisionnaires agricoles, des délégués communaux des chefs des services et des ingénieurs et techniciens

du secteur dans le cadre de ce même programme qui se poursuivra jusqu'au mois du juin prochain, selon la même source. Des journées de formation similaires ciblant 133 personnes dont 89 cadres agricoles et 44 agriculteurs ont été organisées dans la wilaya au titre de l'exercice 2015-2016 aux instituts nationaux de technique moyen agricole des wilayas de Guelma et Sétif, ajoute la même source. La formation qui a été organisée entre les mois d'octobre et juin derniers a touché plusieurs thèmes portant l'élevage bovin, ovin et caprin, l'aviiculture, l'apiculture, la cuniculture, l'arboriculture et l'aquaculture, a-t-on souligné des services de la chambre de l'agriculture.

I. N./APS

Tourisme à Ouargla

Les capacités d'accueil renforcées

Pas moins de seize structures touristiques d'une capacité d'accueil globale estimée à 3 300 lits sont projetées dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris hier auprès des responsables de la direction de l'Aménagement du territoire, du tourisme et de l'artisanat (DATTA).

Ces nouvelles structures (villages de vacances, hôtels et motels) qui sont actuellement à différents taux d'avancement de leurs chantiers, vont permettre de renforcer et de promouvoir les prestations touristiques à Ouargla, assurées actuellement par 27 hôtels, totalisant quelque 1 700 lits, a-t-on précisé.

Devant générer une fois opérationnels quelque 3 060 emplois, ces investissements privés sont localisés dans les communes d'Ouargla (5 projets), Nezla (4), El-Hadjira (3), Touggourt et Hassi-Messaoud (2 chacune), a-t-on fait savoir. Le parc

hôtelier de la wilaya sera bientôt consolidé par deux nouveaux hôtels (76 lits) implantés dans les villes d'Ouargla et de Touggourt, dont les travaux de réalisation sont déjà achevés et la phase d'équipement est en cours d'exécution, a-t-on ajouté. Dans le même sillage, l'opération de réhabilitation de l'établissement public hôtelier «El-Mehri» à Ouargla, qui a pris fin dernièrement, a permis d'augmenter sa capacité d'accueil. La capacité d'accueil de cette infrastructure hôtelière relevant à l'entreprise de gestion hôtelière «Chaîne El-Aurassi» est passée d'une trentaine de chambres à 85 chambres actuellement (155 lits), selon la même source. Doté d'un financement de plus de 261 millions DA, au titre du Fonds spécial de développement des régions du Sud (FSDRS), le projet en question qui a été lancé en 2008, a concerné diverses installations. Il

s'agit, entre autres, de la réhabilitation de l'aile de réception, du restaurant, de la réalisation de nouvelles chambres, de la rénovation de ses réseaux d'eau potable et d'assainissement, en plus des travaux d'aménagement extérieurs et de la restauration de sa piscine, a-t-on fait savoir. Classé dans la catégorie trois étoiles, l'hôtel «El-Mehri», implanté au centre-ville d'Ouargla, est une bâtisse présentant une architecture saharienne typique. Par ailleurs, le secteur compte quatre autres projets appelés à offrir une capacité de plus de 534 lits, mais qui sont à l'arrêt pour diverses raisons, notamment financières, a-t-on signalé à la direction du secteur.

Ali O./agences

Mascara

Attribution «prochainement» de 750 logements sociaux

Quelque 750 logements sociaux locatifs dont 250 inscrits au titre du programme de résorption de l'habitat précaire seront attribués «prochainement» dans la ville de Mascara. Dans une déclaration à la presse, Nacer Kendil, a indiqué que les membres de la commission de daïra chargés de l'opération d'attribution de ces logements sociaux, implantés au nouveau pôle urbain de Mascara et dont les travaux de réalisation sont déjà achevés, s'attendent à apporter les dernières

retouches à la liste des 500 bénéficiaires. Les travaux d'aménagement extérieur de ces nouvelles unités sont en cours de finition. «Les bénéficiaires devront recevoir prochainement», a affirmé le même responsable. L'élaboration des listes des bénéficiaires, a-t-il ajouté, se fait en fonction des critères, à savoir de priorité et d'ancienneté dans le dépôt de la demande de logement. Les membres de la commission de daïra examinent toutes les demandes reçues à partir du début de l'année 1989.

Jusqu'à la semaine écoulée, l'étude des dossiers s'est arrêtée à l'année 2004. Le travail devra se poursuivre en vue de l'établissement des listes des 500 premiers bénéficiaires. Les autres demandeurs seront programmés pour les 6 000 logements sociaux livrables à la fin de l'année en cours, a précisé le même responsable. Les personnes retenues feront l'objet d'enquêtes auprès de diverses institutions et (enquêtes) administratives avant l'affichage définitif des listes des bénéficiaires, a-t-on indiqué. D'autre part, l'étude

des dossiers des demandeurs de logements dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire a débuté dernièrement pour retenir les 250 familles bénéficiaires sur les 400 recensées. Le chef de la daïra de Mascara a souligné que la commune chef-lieu de wilaya enregistre un excédent en matière de logements destinés à la lutte contre l'habitat précaire. «Le ministère de l'Habitat sera saisi pour transférer l'excédent au programme du logement social locatif», a-t-il précisé.

F.T.

Tébessa Lancement prochain d'un programme d'intensification de l'oléiculture

UN PROGRAMME d'intensification de l'oléiculture sera lancé dans la wilaya de Tébéssa à la faveur d'un projet de plantation d'oliviers, ciblant la région Sud de la wilaya, a-t-on appris auprès de la direction des services agricoles (DSA). Le programme initié par la DSA en coordination de la Conservation des forêts sera lancé au cours de la saison agricole 2016-2017 et visera à encourager l'investissement privé dans le domaine oléicole a précisé M. Mekhlouf Harmi soulignant l'apport de la démarche dans le développement de la filière oléicole dans les communes du sud de Tébéssa et la lutte contre la désertification. Le responsable a indiqué que la surface oléicole dans la wilaya de Tébéssa n'a pas cessé d'augmenter, à travers les différents programmes de plantation de jeune olivier, détaillant que la filière qui ne comptait, il y a quelques années, que 2 300 hectares est passée à 8 800 ha actuellement, avec en moyenne, 1 000 oliviers par hectare. M. Harmi a encore détaillé que l'oléiculture occupe 70 % de l'ensemble de la surface globale réservée à l'arboriculture, précisant que 3 800 hectares de la surface oléicole a franchi l'étape de la production. Au titre de la dernière campagne de récolte d'olives, la production d'olives avait atteint 45 000 quintaux à Tébéssa, a-t-on noté soulignant que la moitié (50%) de cette production a été destinée à l'extraction d'huile d'olives. Le responsable a indiqué qu'une étude pour la relance et l'augmentation de la production oléiculture dans les communes situées au nord de la wilaya a été effectuée précisant que la création des périmètres irrigués à travers des projets de transfert des eaux depuis la wilaya d'El Tarf vers le réservoir d'Oued Mellague de Tébéssa a été retenue comme «élément fondamental» dans le développement de la filière oléicole.

R.R.

Kia Motors Corporation

Une hausse de 5,4% des ventes durant le mois de juillet

Page animée par Ali Zidane

Kia Motors Corporation a annoncé, aujourd'hui, ses chiffres de ventes concernant les véhicules touristiques (à l'exportation, en vente locale et outre-mer), les véhicules particuliers, utilitaires et SUV pour le mois de juillet 2016, avec un total de 242,758 unités vendues. Ce chiffre représente une hausse de 5,4% par rapport au même mois de 2015.

Durant le mois de juillet, les ventes de Kia ont connu une

croissance, d'année en année, notamment sur le marché chinois (croissance de 34,3 % avec 41,705 unités vendues), l'Europe de l'ouest (croissance de 13,6% avec 36,591 unités vendues), Amérique du Nord (7,2% de croissance avec 66,496 unités vendues),

Cumulativement à travers les sept premiers mois de 2016, Kia a atteint les ventes mondiales de 1,713,580 unités pour une augmentation d'année en année de 2,8%. Europe de l'Ouest (266,551 unités vendues), la Corée (320,757 unités vendues) et en Amérique du Nord



(431,141 unités vendues) une hausse de 14,6%, 10,3% et 5,5% du chiffre d'affaires, respectivement.

Le modèle Kia le plus vendu à l'exportation durant le mois de juillet était le SUV Sportage avec 44,792 unités vendues, la Rio segment B (connue sous le nom «K2» en Chine) vient en deuxième position avec 35,307 unités vendus, tandis que le segment C Cerato (connu sous le nom «Forte» ou «K3» sur certains marchés), le Soul et SUV Sorento suivent avec 31,569, 17,243 et 15,826 unités vendues, respectivement.

Moteurs diesel truqués :

Volkswagen condamné à une amende de 5 millions d'euros en Italie

Le constructeur automobile allemand Volkswagen a été condamné en Italie à une amende de 5 millions d'euros dans l'affaire des moteurs diesel truqués, a annoncé lundi l'autorité de la concurrence. Le groupe, condamné à l'amende maximale prévue, a été sanctionné pour «pratiques commerciales incorrectes», pour «avoir manipulé le système de

contrôle des émissions polluantes» sur ses moteurs. L'autorité a expliqué dans un communiqué que l'amende concerne la commercialisation de véhicules diesel sur le marché italien à partir de 2009. L'homologation de ces véhicules a été obtenue grâce à «l'utilisation d'un logiciel permettant d'altérer de façon artificielle le comportement» des moteurs «pendant les

tests pour le contrôle des émissions polluantes», afin d'obtenir un «résultat plus bas» que lors d'une utilisation normale dans la rue, a détaillé l'autorité.

Le groupe allemand aux douze marques dont Audi, Porsche et Seat, a avoué en septembre 2015 avoir truqué au total 11 millions de voitures dans le monde afin de les faire passer pour moins

polluantes qu'elles ne l'étaient vraiment.

En Europe, les voitures trafiquées sont progressivement en train d'être rappelées pour être remises aux normes. Aux Etats-Unis, Volkswagen a passé un premier accord de quelque 15 milliards de dollars d'indemnisation pour les automobilistes.

Citroën Algérie

Les ventes flash reconduites

Citroën Algérie a offert à ses clients l'opportunité de venir redécouvrir les modèles de la marque disponibles et prêts à l'essai.

Du 4 au 7 Août dernier, au niveau de la succursale Citroën Cheraga, de 9h à 19h, les prospects et clients ont eu l'occasion de redécouvrir les modèles de la marque tout en profitant des offres spécifiques et uniques à cet événement sur une quantité

limitée de véhicules.

Les modèles de la marque aux deux chevrons concernés par cette opération «Ventes Flash Citroën», sont :

- Le Citroën C4 Picasso (5 places)
- La Citroën C4
- Le Citroënumpy

Des «test drive» sur ces produits ont aussi été proposés sur place afin de permettre aux clients de tester le véhicule et de

s'imaginer avec. En plus de redécouvrir les produits de la marque aux chevrons, les visiteurs ont passé un agréable moment vu les différentes animations proposées (atelier dessin, jeux pour enfant, glacier...) sur place qui ont fait le bonheur des enfants en vacances qui ont accompagné leurs parents sur les lieux. Les Offres flash Citroën sont donc une belle occasion pour vivre un moment unique avec la marque Citroën tout en découvrant les affaires à saisir.



Fiat

Le Spider 124 passe déjà chez Abarth



A peine lancé, le Spider 124 passe déjà entre les pinces du Scorpion. Outre une peinture de guerre, avec un capot et un couvercle de malle noir mat, en hommage aux anciens 124 Abarth qui s'illustrèrent en Championnats d'Europe et du Monde des rallyes dans les années 1970, il jouit d'une remise à niveau dans les ateliers de Turin. Le 1.4 turbo passe de 140 à 170 ch, la transmission reçoit un différentiel autobloquant mécanique, les ressorts d'amortisseurs sont raffermis, le freinage est assuré par des étriers Brembo, tandis que l'échappe-

ment adopte des silencieux à quatre sorties. Malgré un amortissement qui demeure souple, les performances, l'efficacité du châssis et le freinage font un bond en avant, au bénéfice du plaisir de pilotage... amplifié par une sonorité typiquement transalpine dont on aimerait profiter sur la version Fiat. Reste le tarif, un brin délirant, de 40 000 €, 25% supérieur à celui de la finition haute, Lusso Plus. Après les versions exclusives de la 500, vendues à prix d'or, Abarth semble être devenu un as du marketing. Carlo ne serait pas peu fier...

Nissan présente un véhicule 100% électrique de 3 places

Le BladeGlider exposé aux Jeux olympiques de Rio 2016

LE CONSTRUCTEUR japonais profite de l'ouverture des Jeux olympiques de Rio 2016 pour dévoiler, sur place, cet intrigant véhicule 100% électrique. Le Nissan BladeGlider dispose de 3 places, dont une dévolue au poste de conduite, en position centrale avancée. Il se caractérise également par une voie avant très étroite, et plus large à l'arrière. Aperçu en 2013 au Salon de Tokyo, sous une forme encore très utopiste, il se présente aujourd'hui comme un concept-car opérationnel, très proche de la série. Après deux ans de développement, le Nissan BladeGlider est devenu un projet réaliste.

Les palettes au volant permettent de contrôler les différentes fonctions du véhicule, en complément d'un écran sophistiqué affichant des informations sur la vitesse, le niveau de couple disponible, le mode de régénération ou le niveau de charge de la batterie. Deux moniteurs encadrent l'écran principal et diffusent les images filmées par des caméras intégrées au niveau des roues avant, qui surveillent les côtés et l'arrière du véhicule. Finis les rétroviseurs, au profit de l'aérodynamisme.

La vitesse maximale dépasse les 190 km/h, selon Nissan, et le 0 à 100 km/h est abattu en moins de 5 secondes. Les roues arrière sont propulsées par deux moteurs électriques de 177 ch, un pour chaque roue. Le Nissan BladeGlider dispose également d'un système de vectorisation de couple, contrôlant le couple délivré aux roues motrices afin d'améliorer la maniabilité. En cas de sous-virage, cette technologie permet de fournir un couple supplémentaire aux roues extérieures et de gagner en stabilité. Deux Nissan BladeGlider sont présentés à Rio de Janeiro durant les festivités des Jeux olympiques. L'un sera exposé au cœur du Parc olympique, le second réalisera des essais dynamiques.





Terrorisme

L'Allemagne veut durcir sa législation antiterroriste

■ Le ministre allemand de l'Intérieur prépare une batterie de mesures pour renforcer ses outils de lutte contre le terrorisme après les deux attaques du mois de juillet revendiquées par le groupe État islamique, a indiqué la presse allemande hier.

Par Ali O.

Le ministre Thomas de Maizière, qui a prévu une conférence de presse aujourd'hui, veut en particulier introduire une procédure accélérée d'expulsion de réfugiés et demandeurs d'asile «représentant un danger pour la sécurité publique», selon le quotidien populaire «Bild» citant des sources sécuritaires. Cette mesure fait suite aux deux attentats commis fin juillet en Allemagne, pays qui a accueilli plus d'un million de migrants en 2015. Une attaque à la hache commise dans un train par un adolescent de 17 ans, probablement originaire d'Afghanistan, a



fait cinq blessés, et un attentat a tué son auteur syrien et blessé 15 personnes à l'entrée d'un festival de musique.

Par ailleurs, le ministre veut obtenir, toujours selon Bild, un assouplissement du secret médical pour que les médecins puissent «informer à temps les autorités des crimes planifiés par leurs patients».

Toujours en juillet, un déséquilibré inspiré par le tueur norvégien d'extrême-droite Anders Behring Breivik a abattu neuf

personnes avant de se donner la mort à Munich. M. de Maizière, lors d'une visite à Brême dans l'ouest du pays, a refusé de commenter ces mesures détaillées par la presse, soulignant qu'il a prévu de présenter son plan jeudi. «Nous vivons dans une époque difficile, la menace terroriste est élevée et la police porte un lourd fardeau», a-t-il répété.

Selon le groupe de presse

RND, M. de Maizière doit aussi parapher en août une «déclaration de Berlin» avec les ministres de l'Intérieur des États fédérés et de sa branche bavaroise CSU appelant entre autres à une procédure de déchéance de nationalité et une interdiction du voile intégral. Refusant d'entrer dans le détail, le ministre a qualifié le document de «projet» soulignant

qu'il n'était «pas d'accord avec tous les points» qui y sont inscrits. Cette déclaration appelle aussi au recrutement de 15.000 fonctionnaires de police entre 2015 et 2020 et à la création d'un centre de lutte contre la cybercriminalité au sein de la police criminelle allemande pour combattre le trafic d'armes sur le «Darknet», cet ensemble de sites secrets et préservant l'anonymat utilisé pour des transactions illégales. La police allemande a par ailleurs perquisitionné hier matin les appartements et lieux de travail de trois hommes soupçonnés d'avoir oeuvré en 2015 au recrutement de membres et de soutiens de l'organisation État islamique, selon le parquet fédéral. L'un d'eux est également soupçonné d'avoir apporté à l'EI un soutien logistique et financier, précise la même source. Aucun de ces suspects vivant en Basse-Saxe (nord-ouest) et en Rhénanie du Nord-Westphalie (ouest) n'a été arrêté. Dans une autre affaire, un Syrien de 24 ans soupçonné d'appartenir au groupe EI a lui été arrêté vendredi dernier dans l'ouest de l'Allemagne, ont annoncé mardi les autorités locales. A. O.

Grèce

Le pays cherche des logements à long terme pour les réfugiés

La Grèce a créé dans l'urgence des dizaines de camps pour y loger les quelque 47 000 migrants bloqués sur le continent après le verrouillage des frontières européennes, mais doit aujourd'hui trouver des solutions plus adaptées, beaucoup risquant de s'éterniser dans le pays.

«Au début nous n'imaginions pas qu'un si grand nombre de réfugiés resterait en Grèce», avoue à l'AFP une source gouvernementale qui souligne que les autorités œuvrent actuellement à «améliorer le logement à long terme pour ces gens».

Sous la pression d'autres pays européens début mars, la Macédoine, juste au nord de la Grèce et première étape de «la route des Balkans» empruntée par un million de personnes depuis début 2015 pour gagner l'Europe du nord, a fermé sa frontière. Pas loin de 50 000 personnes se sont alors retrouvées piégées dans un pays qui n'avait ni fonds ni structures pour les accueillir. «A l'époque, la demande de logement était si urgente qu'il fallait rapidement créer de nombreuses places d'accueil», rappelle Katérina Kitidi, responsable de communication de la section grecque du Haut commissariat des réfugiés en Grèce. Actuellement des réfugiés et migrants de diverses nationalités, surtout Syriens, Afghans ou Pakistanais, sont entassés dans des camps, montés dans l'urgence, souvent des casernes ou des usines désaffectées et transformées en centres d'accueil. Certaines sont jugées «inacceptables» par le Centre national de prévention des maladies (Keelpno).

La majorité de ces centres, où sont hébergées 35 000 personnes, sont situés dans des régions isolées de la Grèce du nord, où les réfugiés se plaignent souvent d'avoir difficilement accès à internet, et donc, aux services d'asile.

En juillet le Keelpno a recommandé la fermeture de certains camps et «l'intégration graduelle des réfugiés dans la société».

A cela s'ajoutent protestations et rixes fréquentes, et parfois fatales : en juillet un jeune Afghan a été tué par ses compatriotes lors d'une dispute dans le centre improvisé de Hellinikon, près d'Athènes, où habitent 3 000 personnes.

«Dès septembre nous allons passer à la deuxième phase de la politique de logement, grâce à la poursuite du versement des fonds européens qui permettront de créer des structures plus permanentes», assure la source gouvernementale.

Odysséas Voudouris, secrétaire général du service de première réception, assure que «10 000 places dans de nouveaux camps seront prêtes d'ici fin septembre, comprenant des préfabriqués avec cuisine» où les réfugiés pourront préparer leurs propres repas.

«Environ 20 000 places des camps actuels seront supprimées», a-t-il précisé cette semaine sur la radio municipale d'Athènes. Le HCR a prévu d'achever prochainement un programme de 20 000 places dans des appartements ou hôtels. Actuellement, 7 500 réfugiés appartenant surtout à des catégories vulnérables (familles, enfants non accompagnés ou handicapés) en bénéficient déjà.

Près de 3 000 personnes, vivent par ailleurs actuellement dans des squats, des bâtiments abandonnés d'Athènes ou Thessalonique (nord), gérés par des militants soutenant les migrants.

Si le gouvernement de gauche Syriza tolère ce genre d'initiative «du moment qu'elle ne crée pas plus de problème qu'elle n'en résout», les autorités locales ont mis en garde contre «les conditions d'hygiène déplorables» de ces centres.

Empêchés officiellement de sortir de Grèce par la fermeture des frontières nord, les réfugiés le sont aussi par la lenteur des procédures de relocalisation en Europe promises pourtant à la Grèce par le reste de l'UE, ou de regroupement familial, ainsi que des procédures de demande d'asile en Grèce. «Au 30 juillet 2.681 personnes avaient été relocalisées dans d'autres pays de l'UE et en Suisse, ce qui ne représente que 4% du total prévu (66 400)» d'ici septembre 2017, note Mme Kitidi.

Selon le HCR, «la frustration est visible parmi les candidats à la relocalisation car les pays européens sont réticents à les recevoir».

Après l'accord UE-Turquie le 18 mars visant à renvoyer sous conditions des réfugiés en Turquie pour endiguer le flux migratoire vers l'Europe, les demandes d'asile ne cessent de se multiplier: 13 583 demandes avaient été déposées à fin mai dont 677 ont été acceptées, selon les derniers chiffres disponibles des autorités qui estiment que ce nombre a augmenté en juin et juillet.



Points chauds

Bilan

Par Fouzia Mahmoudi

À l'indépendance de son élection à la fonction présidentielle et lors de la présentation de son premier gouvernement, François Hollande était très fier de compter Christiane Taubira comme l'une de ses ministres. Cette ancienne candidate à l'élection présidentielle de 2002, s'était alors vu confier l'un des portefeuilles les plus importants du gouvernement socialiste, celui de garde des Sceaux. Une fonction essentielle et prestigieuse, qui demandait aussi beaucoup de travail alors que le président socialiste avait promis une refonte profonde du système légal français. Et si la ministre s'était immédiatement vu critiquée par l'opposition comme par une majorité de Français elle a toujours été soutenue à 100% par François Hollande et les Premiers ministres Jean-Marc Ayrault et Manuel Valls. Aujourd'hui, plus d'un an après son départ du gouvernement, Christiane Taubira est de nouveau attaquée dans la presse, mais cette fois-ci par Manuel Valls lui-même. En effet, le Premier ministre a annoncé cette semaine un plan «spécifique, concret, précis» et surtout «financé» pour le parc pénitentiaire, et qui sera présenté à l'automne. Dans une pique à peine voilée pour son ancienne ministre de la Justice, Manuel Valls a déclaré concernant l'engorgement des prisons et le dossier sécuritaire en général : «Le gouvernement agit, et tout particulièrement depuis que Jean-Jacques Urvoas est garde des Sceaux», a déclaré le Premier ministre à Nîmes. La ministre était notamment accusée de mener une politique laxiste envers la criminalité et de sympathie envers les criminels. Des accusations qu'aujourd'hui Manuel Valls semble, indirectement reprendre à son compte pour se permettre une critique de la politique de son ancienne collègue. Mais comme cette dernière n'a jamais été du genre à avoir la langue dans la poche, elle a immédiatement répondu via twitter à la «critique» de Valls. Elle y défend, en usant d'ironie, son bilan en matière de politique pénitentiaire. «#prisons, le quinquennat pénitentiaire a commencé en février 2016, ni budget ni PM avant ; les prisons inaugurées sont tombées du ciel». Cette riposte de celle qui a longtemps été la cible privilégiée de l'opposition au sein du gouvernement n'a pas manqué de faire réagir à son tour à droite où le gouvernement socialiste est une fois encore accusé d'ambiguïté. Mais il est vrai que le ministre de la Justice aura du mal à être pris au sérieux tant le gouvernement a soutenu la politique laxiste de Taubira qui, il faut le rappeler, était chaudement soutenue par François Hollande lui-même. Mais aujourd'hui qu'il essaie de se doter d'une crédibilité dans les luttes contre la criminalité, Taubira et son bilan sont devenus un poids gênant que l'on n'hésite plus à critiquer désormais.

F. M.



Afin de promouvoir la lecture à Tizi Ouzou

Un bibliobus sillonne les plages de Tigzirt et d'Azeffoun

■ La direction de la culture de Tizi Ouzou œuvre par tous les moyens pour promouvoir la culture et encourager les gens à la lecture. Pour cette saison estivale, une bonne initiative est prise sur les plages de Tigzirt et d'Azeffoun afin de rapprocher la population du livre. Il s'agit d'un bibliobus qui sillonne ces deux plages proposant aux estivants des titres importants à lire.

Par Abla Selles

Un bibliobus de la direction de la Culture de la wilaya de Tizi Ouzou sillonne durant ce mois d'août les plages et les ports des villes de Tigzirt et d'Azeffoun, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs. Cette action qui s'inscrit dans le cadre de la promotion de la lecture publique et du rapprochement de livre du citoyen, a débuté dimanche dernier et se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'août courant, a-t-on précisé.

Les estivants de la ville de Tigzirt sont les premiers à bénéficier des services du bibliobus qui a élu domicile au niveau du port de plaisance de la localité, une destination très prisée par



les familles et leurs enfants en cette période de vacances.

Cette bibliothèque mobile qui met à la disposition des lecteurs une variété de livres qui s'adaptent à tous les âges et relevant de différents domaines, ouvrira ses portes au public de l'antique

lunium jusqu'au 18 de ce mois, a-t-on encore fait savoir.

Le bibliobus se rendra ensuite dans la ville voisine d'Azeffoun et occupera la plage éponyme du 21 au 31 août courant, a-t-on signalé dans un communiqué de la direction locale de la Culture

qui fait de la promotion de la lecture publique «une priorité et l'un des principaux axes de son programme». En sus de cette initiative, un programme d'animation culturelle spécial saison estivale est exécuté par les services de la même direction depuis le 14 juillet dernier et se poursuivra jusqu'au 28 août courant au niveau du site des ruines romaines de Tigzirt. Ces activités qui ciblent essentiellement les enfants sont organisées en collaboration avec d'autres établissements comme le théâtre régional Kateb Yacine, la cinémathèque de Tizi Ouzou, l'office de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés, le musée régional de moudjahid, la direction de la jeunesse et des sports et l'office local de touris-

me de Tigzirt, a-t-on ajouté. Le programme en question renferme des ateliers pour enfants, des projections de films, des récitals poétiques, des représentations théâtrales, une série de conférences liées à l'histoire, au patrimoine local et à la culture, ainsi que des expositions consacrées à l'artisanat, aux arts plastiques, à l'environnement, au livre et à bien d'autres thèmes.

A.S.

Festival Orientalys de Montréal (Canada)

«Raïna Raï» et «El Dey» à l'affiche

Le groupe de musique raï «Raïna Raï» et la troupe «El Dey» prendront part au sixième Festival Orientalys prévu du 11 au 14 août à Montréal au Canada, annoncent les organisateurs. Les deux groupes algériens se produiront aux côtés d'autres artistes et troupes dont «La relève Gnawi» du Maroc et «Jawala» (Randonneurs) d'Allemagne.

Pionnier de la musique raï, Raïna Raï renoue avec la scène après une absence de dix ans. Le groupe a donné récemment un concert dans le cadre du 12^e Festival arabe de Djemila à Sétif.

Fondé en 1980 par quatre musiciens originaires de Sidi Bel-Abbès, le groupe alliant raï, rock et gnawa, a contribué au rayonnement de la musique maghrébine à travers le monde.

Raïna Raï a brillé depuis ses débuts avec la sortie en 1983 de son premier album intitulé «Zina», suivi de plusieurs autres à succès international. Disparu de la scène au début des années 1990, le groupe s'est reconstitué en 2001 par la sortie d'un album intitulé «Datni». «El Dey», autre groupe de jeunes artistes prometteurs, alterne entre la musique diwane, le flamenco et le chaâbi.

Fondée en 2009, la troupe s'est illustrée par «Ana djazairi», premier album présenté au public sous forme de vidéo clip, décliné en arabe et en espagnol.

Le groupe a participé à plusieurs festivals en Algérie et à l'étranger, notamment en Tunisie, en France et en Espagne.

Son premier album «El Dey» sorti en 2014 et composé d'une quinzaine de titres, avait

connu un franc succès. En plus des deux groupes de musique «El Dey» qui se produira le vendredi 12 août, à 21h30, et «Raïna Raï» le août, d'autres artistes Algériens domiciliés à Montréal seront présents au festival comme le groupe Nomade'Stones, l'artiste Azzedine El Maghrabi au oud et le groupe Sanaa Dance qui proposera des danses kabyles.

Le festival s'inspire de l'organisation des Souks des pays d'Orient, il investira donc le quai Jacques-Cartier de Montréal et propose des animations multimédia, ateliers de calligraphie, de musique, de percussions ou de danse, tatouage au henné, dégustation de la fine cuisine orientale, des artisans d'orfèvres en pleine création, marchands d'étoffes etc.

L.B.

Prévues pour le mois de septembre prochain à Béjaïa

Les rencontres cinématographiques sont de retour

Organisées par l'association «Project'heurts» depuis maintenant 13 ans, les rencontres cinématographiques de Béjaïa reviennent pour une 14^e édition, qui se tiendra du 3 au 9 septembre 2016.

L'événement phare des cinéphiles de la région Est sera à retrouver à la rentrée et ce, au théâtre régional de Béjaïa. Comme chaque année, les rencontres feront la part belle au cinéma algérien et international

d'auteur, à travers les projections d'œuvres cinématographiques récentes (longs-métrages, courts métrages, documentaires...) en présence des réalisateurs et suivies de débats.

Des débats qui seront également à retrouver plus tôt dans le programme – à 10h du matin – à travers des rencontres entre réalisateurs, producteurs et public présent aux rencontres.

Se faisant le porte-voix de la nouvelle génération de cinéastes, les Rencontres Cinématographiques de Béjaïa devraient compter parmi les présents des invités de marque, à l'image de Damien Ounouri ou encore Hassan Ferhani.

Notez enfin que trois programmes par jour, à savoir 14h30, 17h et 20h, sont prévus.

M.K.

Cinéma

«Game of Thrones» adaptée en concerts

Une tournée de concerts inspirée de la série américaine «Game of Thrones» sera lancée en février 2017, a annoncé la chaîne spécialisée dans la production et la diffusion de séries télévisées «HBO».

La tournée débutera le 15 février 2017 à Kansas City et comprendra 28 dates aux Etats-Unis et au Canada, dont le Madison Square Garden de New York. Elle s'appuie sur la bande originale de la série composée

par le compositeur iranien Ramin Djawadi, qui présentera sa musique avec un orchestre complet agrémenté d'une touche de technologie vidéo.

Les producteurs ont annoncé que les concerts incluaient des images originales de la série, dont le dernier épisode de la sixième saison a été diffusé le 26 juin dernier.

Cette dernière saison a réuni 25 millions de téléspectateurs sur la chaîne HBO, un

record, et raflé 23 nominations aux Emmy Awards, les trophées de la télévision américaine qui seront décernés en septembre.

Adaptée de la saga «A Song of Ice and Fire», une suite de romans écrits par l'écrivain américain George R.R. Martin, la série qui entrelace plusieurs intrigues, s'inspire d'événements, lieux et personnages historiques réels.

R.I.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Centre culturel Mustapha Kateb

Jusqu'au 5 septembre : Exposition collective d'artisanat

Hôtel Les Hammadites à Tichy

13 août : Holi Festival of Colours est de retour

Centre des Conventions d'Oran

18 août : Le rappeur l'Algérino sera en concert

Galerie d'art Asselah Hocine

Jusqu'au 11 août : Exposition de photographies sous le thème «Le 5 Juillet vu par le peuple».

Galerie d'art Aïcha Haddad (Didouche Mourad)

Jusqu'au 11 août : Exposition de l'artiste peintre Bachir Toudji.

Musée d'art moderne et contemporain d'Alger

(Rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger)

Jusqu'à la fin du mois d'août :

Exposition «Genèse II, une collection qui s'agrandit» avec des œuvres de Issiakhem, Khadda, Chegrane, Mokrani et autres

Salle Ibn Khaldoun

13 août : Spectacle de musique andalouse animé par l'artiste Meyem Benallel

Galerie de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 6 septembre : Exposition de peinture

«Couleurs d'Algérie» de l'artiste Khelifa Sultane Hakim.

Théâtre de Plein-Air Hasni-Chakroun (Oran)

Mercredi 10 août à 22h30 : Concert de l'artiste Djura.

Théâtre de plein-air Casif de Sidi-Fredj (Alger)

Jeudi 11 août à 22h30 : Concert de l'artiste Djura.

Ezzou'Art Galerie

Jusqu'au 19 août : Exposition «Acte de la vie quotidienne» de l'artiste plasticien Abdellah Belhimer.

Sahara occidental

La société civile algérienne réaffirme sa solidarité

■ La société civile algérienne a réaffirmé sa solidarité avec la cause sahraouie juste, et ce, à l'ouverture de la 7^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Par Faiza O.

Intervenant à cette occasion, Saïd Ayachi, président du comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), a affirmé à l'université M'hamed-Bougara de Boumerdes, que l'organisation de l'université d'été était une initiative de la société algérienne et réalisée par la ferme volonté de la part du président de la République, Abdelaziz Bouteflika qui a apporté son appui à la cause sahraouie depuis le début du conflit, et ce, par égard aux principes du 1^{er} novembre. Il a, en outre, salué le rôle des autorités algériennes pour le succès de l'université d'été, une tribune de dialogue et d'échange entre cadres du Polisario précisant que les interventions des enseignants algériens constituaient une contribution à la lutte du peuple sahraoui pour son droit immuable et reconnu par l'ONU mais aussi par l'UE, l'UA ainsi que de nombreux pays. Il a souligné que les Algériens étaient en parfaite connaissance du concept des mouvements de libération inspirés par la guerre de révolution qu'il s'agisse du



Sahara occidental ou de la Palestine. Mohamed Bouguettaya, membre du secrétariat général du parti du FLN, a rappelé que l'université d'été intervenait dans un contexte particulier pour la RASD qui poursuivra le parcours mené par le président sahraoui décédé, Mohamed Abdelaziz ajoutant que le peuple algérien restera engagé vis-à-vis de la cause sahraouie juste, une question de décolonisation. Cette édition est marquée, a-t-il poursuivi, par les exploits réalisés par le Front Polisario à l'échelle internationale notamment l'«échec» du souverain marocain Mohamed VI face à l'ONU à propos de l'expul-

sion des territoires sahraouis des membres de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso). Revenant sur «l'échec du Maroc face à l'Union africaine», le même responsable a souligné que le Sahara occidental demeurera membre de l'organisation, en réponse à la tentative menée par les autorités marocaines dans ce sens. «Le Maroc continuera à représenter une menace pour l'Afrique de l'Ouest en raison de la prolifération du trafic de drogues dans la région», a-t-il averti. Le «Makhzen tente toujours de déstabiliser la région ouest de l'Afrique du Nord», a-t-il souligné ajoutant

que le Maghreb ne serait jamais stable tant que la tension persiste dans la région à travers l'occupation du Sahara Occidental. «Nous n'accepterons pas un Maghreb sans le peuple sahraoui, et par conséquent, ce dernier peut être confiant en le soutien de l'Algérie», a-t-il affirmé. Un soutien indéfectible, a-t-il dit, de la part de l'Algérie sous la direction du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Sollicité pour faire pression sur le Sahara Occidental et le Front Polisario, le président Bouteflika avait refusé estimant que la décision revenait aux seuls Sahraouis, a-t-il ajouté. Il a, par ailleurs, mis en

garde les parties qui tentent de déstabiliser l'Algérie ou de porter atteinte à sa sécurité affirmant que l'«Algérie est forte de ses hommes qui veillent à sa protection», saluant par la même les efforts consentis par les éléments de l'ANP. Il a, par ailleurs, salué «la compétence de l'armée et des combattants sahraouis, à leur tête le président sahraoui Brahim Ghali», a encore ajouté l'intervenant. Le président du parti Front El Mostakbal, Belaïd Abdelaziz a affirmé que le peuple algérien demeurera toujours aux côtés des sahraouis et appuiera leur cause juste dans les tribunes internationales. Le président du parti du Renouveau algérien (PRA), Lakhdar Belmahi a souligné que les Algériens sont convaincus que le peuple sahraoui finira par exercer son droit à l'autodétermination, appelant l'occupation marocaine à mettre fin à sa politique de tergiversation. La 7^e édition de l'université d'été des cadres du Front Polisario et de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), s'est ouverte mardi à l'université M'hamed-Bougara (Boumerdes). Quelque 400 cadres, des membres de la société civile algérienne et des personnalités internationales activant dans la défense des droits de l'Homme participent à ce rendez-vous. Etaient présents à l'ouverture de cette rencontre devant durer jusqu'au 22 août et placée sous le thème «L'Etat sahraoui est la solution», le président sahraoui, Ibrahim Ghali, l'ambassadeur de la RASD à Alger, Bechraya Hamoudi Bayoun, le président de l'université d'été et des responsables sahraouis. Prennent part également à ce rendez-vous des représentants de partis politiques algériens. F. O./APS

Libye

Al-Sarraj affirme ne pas avoir besoin de troupes étrangères au sol

Le Premier ministre du gouvernement d'entente nationale (GNA) libyen Fayez al-Sarraj, a affirmé hier que la Libye n'avait pas besoin de troupes étrangères sur son sol pour combattre le groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech). «J'ai demandé seulement l'intervention avec des attaques aériennes américaines qui doivent être très chirurgicales et limitées dans le temps et dans les zones géographiques, toujours en coordination avec nous», a affirmé M. al-Sarraj dans une

interview au quotidien italien Corriere della Sera. «Nos hommes peuvent faire seuls, une fois obtenue la couverture aérienne» assure le chef du gouvernement libyen d'entente nationale. Le Washington Post a révélé mardi que des forces spéciales américaines ont apporté pour la première fois un soutien direct aux forces libyennes combattant l'EI à Syrte, aux mains du groupe terroriste depuis plus d'un an. Les forces du GNA tentent, à la faveur d'une opération militaire lancée le 12 mai, de reprendre le

contrôle de cette ville côtière située à 450 kilomètres à l'est de la capitale Tripoli. M et aux mains de l'EI depuis juin 2015. A la demande du GNA, les Etats-Unis effectuent depuis le 1^{er} août des frappes aériennes contre des cibles terroristes à Syrte. M. al-Sarraj met en garde contre la «dangerosité» de Daech, «prêt à utiliser tous les moyens pour envoyer ses éléments en Italie et en Europe» et affirme qu'il «ne serait pas surpris» d'apprendre que des éléments du groupe EI «se cachent parmi les migrants sur les

embarcations» dirigées vers les côtes italiennes. L'Italie, qui reconnaît le gouvernement d'union nationale de M. al-Sarraj, a autorisé les Etats-Unis à utiliser ses bases et son espace aériens pour des frappes en Libye contre Daech. Dans cet entretien au quotidien italien, le chef du GNA affirme par ailleurs qu'il «pourrait» se rendre en Russie «prochainement», assurant que son gouvernement entretient de «bonnes relations» avec Moscou, sans donner plus de détails.

Kamel L./ agences

Tunisie

Le Front populaire décline l'invitation de Youssef Chahed

Le conseil central de la coalition du Front populaire a décliné l'invitation du chef du gouvernement désigné Youssef Chahed à rencontrer ses représentants. Selon un communiqué du conseil rendu public, le bureau de Youssef Chahed a

contacté hier le porte-parole du Front populaire, Hama Hammami, pour inviter une délégation du Front populaire à le rencontrer aujourd'hui. Le Front populaire a décliné l'invitation en raison de son refus de participer aux concertations autour de la

formation d'un gouvernement d'union nationale, précisant que le FP n'avait pas signé le Document de Carthage et a refusé le processus adopté dans la désignation de Youssef Chahed à la tête du nouveau gouverne-

ment. Le Front populaire ne voit aucune utilité à participer à cette «rencontre formelle» qui concerne la composition et la structure du nouveau gouvernement de la coalition au pouvoir, lit-on de même source. Le FP se prononcera au moment opportun sur la

structure et la composition du nouveau gouvernement dès qu'il sera annoncé publiquement et déterminera sa relation avec celui-ci en fonction des actions à engager vis-à-vis des questions prioritaires dans le pays, précise-t-on de même source. R.M.

Coup-franc direct

Ces disciplines à relancer

Par Mahfoud M.

Le judo algérien, tout comme l'athlétisme et la boxe ont été, de tout temps, des disciplines porteuses pour le sport algérien et étaient toujours à l'avant-garde en réussissant à ramener des médailles olympiques. Cela n'a pas été pour autant le cas, cette fois-ci, avec un fiasco total de nos judokas qui sont sortis aux premiers tours, alors que l'on attendait mieux d'eux. Il faut dire que le judo algérien est en nette régression ces dernières années. L'instabilité qu'a connue l'instance dirigeante, à savoir, la FAJ, en plus du renouvellement de la sélection a été pour beaucoup dans cette régression. Mais il faut savoir aussi que l'encadrement n'a pas été vraiment à la hauteur et que le fait d'avoir changé les entraîneurs a eu un effet négatif sur certains de ces athlètes qui auraient préféré continuer avec leurs anciens coaches. Quand on n'est même pas capables de garder le titre africain, comment peut-on prétendre à faire mieux aux JO ? Il est clair qu'un grand travail attend cette équipe dirigeante de la Fédération de judo qui doit se donner à fond pour s'en sortir et tenter d'aller de l'avant surtout que l'avenir de cette discipline dépend d'une refonte totale de certains aspects liés notamment à la compétition nationale, mais aussi et surtout à la préparation des athlètes d'élite, sachant que nos judokas ne participent pas beaucoup aux tournois mondiaux relevés comme cela a été le cas dans le passé.

M. M.

Montpellier

Boudebouz dans le viseur du Celta

L'INTERNATIONAL algérien Ryad Boudebouz, meneur de jeu de Montpellier (Ligue 1, France), serait dans le calepin du Celta Vigo, pensionnaire de la Liga espagnole de football, indique mardi le journal «L'Equipe» dans sa version électronique. Boudebouz a été cité dernièrement par la presse spécialisée comme étant sur les tablettes de la Lazio de Rome, club de Serie A italienne. Le joueur de 26 ans, troisième meilleur passeur de la Ligue 1 la saison passée pour son premier exercice sous le maillot de Montpellier, est lié à ce club jusqu'en 2019.



Lorient

Mesloub ne partira pas

L'INTERNATIONAL algérien, Walid Mesloub, devrait rester à Lorient la saison prochaine même s'il refuse de prolonger son contrat qui expire en juin 2017, indique la direction du club de Ligue 1 française de football. «Il a refusé notre proposition de prolongation, on respecte son choix mais on lui a bien dit que ça n'ouvrirait pas pour autant la porte à un départ. Il ne partira pas», a déclaré mardi le vice-président des Merlus, Alex Hayes,

cité par le journal «L'Equipe» dans sa version électronique. Mesloub (30 ans) s'était engagé la saison passée avec Lorient pour sa première expérience parmi l'élite française après avoir passé plusieurs années au Havre (Ligue 2, France). Le milieu de terrain est actuellement convoité par certains clubs français, à l'image de Toulouse et Marseille, ainsi qu'en Turquie, selon la presse spécialisée.

Paralympiques-2016

Ould Ali juge les préparatifs des athlètes algériens

LE MINISTRE de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali a tenu avec les responsables de la Fédération algérienne handisport (FAH), une réunion de travail pour s'enquérir de l'état d'avancement des préparatifs des athlètes, en prévision des jeux Paralympiques-2016, prévus du 7 au 18 septembre à Rio de Janeiro. «Les débats ont porté essentiellement sur l'état de la préparation technique des sportifs, laquelle, selon le président de la FAH, se déroule dans les meilleures conditions», a souligné mardi un communiqué du ministère (MJS). Après avoir écouté l'intervention des responsables de la Fédération, M. Ould Ali a insisté sur «cette démarche jus-

qu'à terme» pour ensuite «préparer le déplacement de la délégation algérienne, prévu fin août». L'Algérie participera aux jeux Paralympiques de Rio avec une délégation de 112 personnes dont 64 athlètes représentant cinq disciplines sportives. Il s'agit de l'athlétisme, du judo, du powerlifting, du goal-ball et du handi-basket (hommes et dames). Organisés par le Comité Paralympique International (IPC), ces 15^{es} jeux Paralympiques vont regrouper plus de 4 000 athlètes, issus de plus de 150 pays, et qui vont concourir dans les 22 disciplines sportives inscrites au programme général des joutes.

Equipe nationale Rajevac rappelle Cadamuro et convoque Benaceur

■ Le tout nouveau sélectionneur Milan Rajevac a dévoilé, hier, sa toute première liste pour le match sans enjeu, Algérie-Lesotho, comptant pour les éliminatoires de la CAN 2017. Cette liste comporte plusieurs nouveautés dont le retour de Cadamuro et la première d'Ismael Bennacer.

Rajevac entame officiellement sa mission



Ph. > D. R.

Par Mahfoud M.

Il s'agit donc d'une liste de 26 joueurs où l'on retrouve tous les éléments habitués à être au rendez-vous et qui étaient appelés sous l'ère de Christian Gourcuff mais avec tout de même trois nouveautés. La première concerne le retour du défenseur Liassine Cadamuro (28 ans) qui n'avait plus été appelé depuis la CAN 2015 alors qu'il était sans club et qui depuis début 2016 évolue au Servette de Genève d'abord en 3^e division avant d'accéder au second palier en fin de saison. La seconde était attendue mais peut être pas aussi tôt, il s'agit du joueur d'Arsenal Ismael Bennacer dont la FAF avait annoncé la qualification avec l'Algérie il y a quelques jours mais qui a 18 ans n'a pas encore disputé le moindre match en Premier League. Enfin la troisième concerne la promotion du seul Houari Ferhani de la sélection olympique vers les A. L'arrière gauche de la JS Kabylie sera la doublure de Faouzi Ghoulam. On notera aussi le rappel du défenseur du Red Star (D2, France) Mehdi Tahrat qui

avait été essayé par Gourcuff en octobre dernier ainsi que celui de Nabil Bentaleb malgré sa saison quasi-blanche. Il semblerait que Rajevac souhaite voir à l'œuvre certains éléments pour ensuite prendre une décision finale quant à leur sujet, sachant qu'il avait affirmé qu'il ne connaît pas encore le football algérien et qu'il prendra du temps pour être fixé sur la balle ronde nationale et se faire un idée avant de prendre des décisions quant aux éléments qu'il devra, ensuite, appeler pour les autres rendez-vous plus importants, notamment pour les éliminatoires du Mondial 2018 de Russie. A rappeler que la sélection nationale est tombée sur un groupe difficile, avec des équipes comme le Nigeria, la Zambie, le Cameroun comme adversaires.

M. M.

Gardiens de buts :
Raïs Ouhab M'bolhi (Antalyaspor -Turquie-), Izzeddine Doukha (NA Hussein Dey-), Malik Asselah (JS Kabylie)
Défenseurs :
Aïssa Mandi (Real Bétis -Espagne-), Carl Medjani (CD

Leganès -Espagne-), Faouzi Ghoulam (SSC Naples -Italie-), Mehdi Zeffane (Stade Rennais -France-), Hicham Belkaroui (ES Tunis -Tunisie-), Liassine Cadamuro (Servette Genève -Suisse-), Houari Ferhani (JS Kabylie), Mohamed Khoutir Ziti (ES Sétif), Jean Mehdi Tahrat (Red Star -France-)
Milieux de terrain :
Saphir Taïder (Bologne FC -Italie-), Nabil Bentaleb (Tottenham Hotspur -Angleterre-), Walid Mesloub (FC Lorient -France-), Adlène Guedioura (Watford FC -Angleterre-), Yassine Brahimi (FC Porto -Portugal-), Sofiane Feghouli (West Ham United -Angleterre-), Ryad Boudebouz (Montpellier Hérault -France-), Ismael Bennacer (Arsenal FC -Angleterre-)
Attaquants :
Islam Slimani (Sporting -Portugal-), Hillaal El Arabi Soudani (Dinamo Zagreb -Croatie-), Sofiane Hanni (RSC Anderlecht -Belgique-), Yassine Benzia (Lille LOSC -France-), Riyad Mahrez (Leicester City -Angleterre-), Rachid Ghezzal (Olympique Lyonnais -France-)

Boxe

Benbaziz qualifié pour les quarts

Le boxeur algérien Reda Benbaziz s'est brillamment qualifié pour les quarts de finale de la catégorie des 60 kg en dominant le Russe Abdurashidov Adlane à l'unanimité des juges (3-0) mardi soir au Rio Centro pour le compte des huitièmes de finale du tournoi des jeux olympiques 2016. Plus d'une année après leur première confrontation en WSB, compétition semi-professionnelle, le boxeur algérien a confirmé sa supériorité contre un adversaire russe, certes offensif, mais qui n'a jamais réussi à bousculer Benbaziz serein et dominateur lors des trois rounds. «J'ai tout donné contre le Russe, je voulais tellement cette victoire, j'ai bataillé dur lors de ce combat, Dieu merci j'ai réussi à me qualifier pour les quarts de finale. Je

suis très heureux d'atteindre ce tour de la compétition, c'est une belle performance mais je n'ai encore rien gagné», a déclaré Benbaziz. De son côté, Rabah Hamadache, l'un des membres du staff technique de la sélection algérienne de boxe a estimé que Benbaziz méritait largement sa qualification pour les quarts tant il dominé le combat de bout en bout. «Reda a boxé intelligemment, il était supérieur à son adversaire qui a tenté à plusieurs reprises des coups irréguliers, heureusement que l'arbitre a été vigilant en infligeant un avertissement au boxeur russe pour son troisième coup de tête», a-t-il expliqué. En quarts de finale prévu vendredi 12 août, Benbaziz affrontera Dorjnyambu Otgondalai (Mongolie), qui a

battu de son côté le Néerlandais Lacruz Enrico. Pour Hamadache, le boxeur algérien possède les qualités pour passer l'écueil de son adversaire. «Je pense que Benbaziz est bien armé pour battre son adversaire. Nous allons visionner son combat pour mettre en place le dispositif tactique. L'adversaire de Reda est un frappeur, donc il faut éviter de s'approcher de lui», a-t-il estimé. Benbaziz est le second boxeur algérien à se qualifier au prochain tour après Lyes Abbadi qui avait composé son billet pour les huitièmes de finale en battant le Congolais Ngamissengue Bmpi Annael mardi matin. En revanche, Chouaib Bouloudinat et Keddach Zohir ont été éliminés dès le premier tour de la compétition.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejouralgerie.com>

Intercepté au niveau d'un barrage routier

Les services des Douanes saisissent 52 kilos de kif à Tlemcen

LES ÉLÉMENTS du service de lutte contre la drogue relevant de la direction régionale des douanes de Tlemcen ont saisi 52 kilos de kif traité, a fait savoir avant-hier le chargé de la communication de cette institution. La prise a été faite, au niveau d'un barrage routier dressé sur l'autoroute Est-Ouest, à proximité de la localité Beni Mestar, dans la wilaya de Tlemcen. La drogue, emballée sous forme de 28 plaquettes, était soigneusement dissimulée dans les portes et à l'intérieur du

pare-choc d'un véhicule à bord duquel se trouvait le conducteur et des membres de sa famille.

Le conducteur a obtempéré aux ordres des douaniers lui demandant d'arrêter son véhicule. La fouille de ce dernier a permis de découvrir le pot aux roses.

La valeur de la marchandise prohibée et du véhicule saisi a été estimée à quelque 4 020 000 DA alors que l'amende encourue par le trafiquant est de l'ordre de 40 millions DA, a indiqué la même source.

Ils traquaient les automobilistes sur une route de Tizi Ouzou

Les agresseurs mis hors d'état de nuire

UNE BANDE de malfaiteurs spécialisée dans l'agression et le vol d'automobilistes a été démantelée à Tizi Ouzou, a annoncé hier le commandement local de la Gendarmerie nationale dans un communiqué. Le réseau en question est constitué de 5 membres dont une femme qui s'attaquaient à leurs victimes sur le chemin de wilaya n°128 à hauteur de la commune de Tirmatine (14 km au sud-ouest de la ville de Tizi Ouzou). De nombreux usagers de la route empruntant ce chemin sont tombés dans le traquenard de ces malfaiteurs. Et c'est sur la base de ces renseignements parvenus aux éléments de la brigade de la gendarmerie de Tirmatine,

qu'une opération a été lancée par les gendarmes samedi dernier vers 4 heures au cours de laquelle les mis en cause ont été arrêtés en flagrant délit. Présentés devant le parquet au début de la semaine courante, les mis en cause B.A. (22 ans), B.R. (20 ans), Z.A. (28 ans), H.K. (26 ans) et K.K. (32 ans) ont été placés sous mandat de dépôt. Ils étaient en état d'ivresse au moment de leur arrestation alors qu'ils tentaient de prendre la fuite. Ils venaient de braquer 5 automobilistes en usant de jets de pierres dans le but de les délester de leur argent.

Hamid M.

Lutte antiterroriste et criminalité organisée Les forces de l'ANP sur tous les fronts

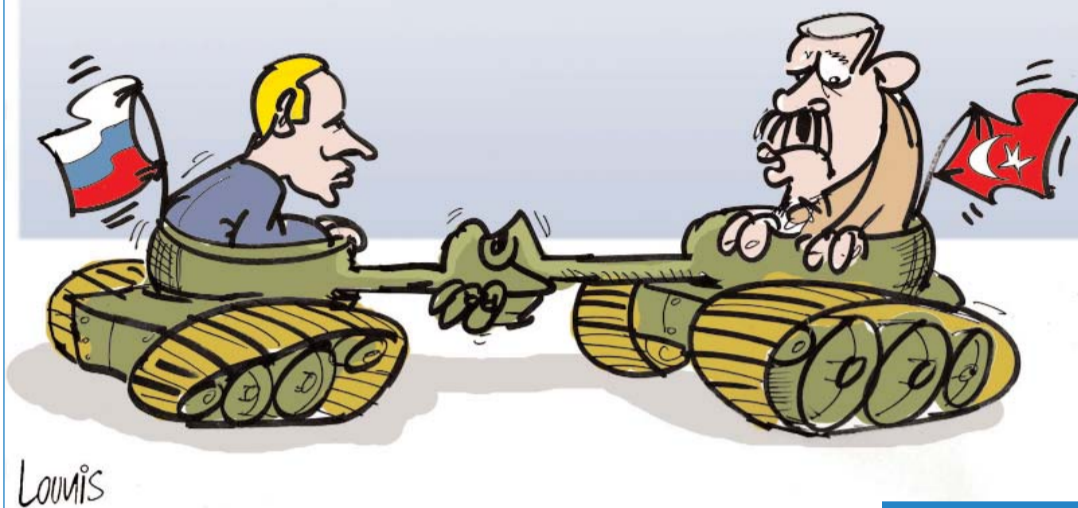
DEUX MINES de confection artisanale ont été détruites, avant-hier, par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'une opération de ratissage menée au niveau de la forêt de Sidi Ali Bounab, wilaya de Boumerdès, 1^{re} Région militaire, dans le cadre de la lutte antiterroriste, indique mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale, «a appréhendé deux narcotrafiquants à Oran, 2^e Région militaire, et saisi 50 kilogrammes de kif traité et trois véhicules». A Béchar, situé dans la 3^e Région militaire, un autre détachement de l'ANP «a arrêté trois narcotrafiquants, en coordination avec les éléments de la Sûreté nationale, et saisi une quantité de 30 kilogrammes de kif traité, deux véhicules et une somme d'argent de 168 000 dinars algériens». A Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, 6^e Région militaire, des

détachements de l'ANP «ont appréhendé quatre contrebandiers et saisi deux véhicules tout-terrain, un camion chargé de 16 800 litres de carburant destinés à la contrebande, cinq détecteurs de métaux, des explosifs et des moyens de détonation», indique la même source. D'autre part, des éléments des gardes-frontières et des détachements de l'ANP ont appréhendé à Maghnia, 2^e Région militaire, In Amenas dans la 4^e Région militaire et In Guezzam dans la 6^e Région militaire, «six immigrants clandestins, trois syriens ainsi que trois

Une dizaine de morts et une autre de blessés en 24h La route toujours aussi meurtrière

NEUF PERSONNES ont trouvé la mort et 9 autres ont été blessées dans 8 accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures, au niveau national, selon un bilan de la Protection civile rendu public hier. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Mascara où trois personnes sont décédées suite à une collision entre trois véhicules légers et un camion, survenue au niveau de la route nationale n°06, dans la commune Bouhenni, daïra de Sig. Par ailleurs, la même source déplore quatre cas de noyade dont 3 en mer enregistrés à Oran, El Tarf, Skikda et un dans un barrage à El Ourissia, wilaya de Sétif.

Rapprochement entre la Turquie et la Russie



Loumis

Djalou@hotmail.com

L'alerte orange a été déclenchée

Un volcan dans l'Extrême-Orient russe entre en éruption

■ Un volcan sur la péninsule du Kamtchatka dans l'Extrême-Orient russe est entré en éruption, crachant des cendres à 7 km de hauteur, a rapporté hier l'agence de presse TASS.

Salon l'agence russe, «le volcan continue son éruption. Son panache s'est étendu jusqu'à 264 km à l'est/sud-est du volcan». Une alerte orange a été

déclenchée pour signaler le danger, notamment pour la navigation aérienne. Situé à 360 km au nord-ouest de Petropavlovsk-Kamtchatski, la capitale du kraï (région) du Kamtchatka, le vol-

can Klioutchevskoï Sopka, d'une hauteur de 4 750 m, s'est constitué il y a quelque 7 000 ans.

Actuellement 29 volcans en activité ont été répertoriés sur la péninsule du Kamtchaka.

Trafic de drogue à Béjaïa

Un réseau national de 21 éléments démantelé

UN RÉSEAU national de narcotrafiquants composé de 21 personnes âgées entre 26 et 51 ans activant dans les communes d'extrême sud de la wilaya notamment, Akbou, Tazmalt et Ighil-Ali a été démantelé par la brigade de recherche et d'investigation (BRI) relevant du service de la police judiciaire de la sûreté de wilaya, a indiqué hier la sûreté de wilaya dans un communiqué de presse. Le réseau s'étend sur les wilayas de d'Oran, Blida, B.B.A. Mostaghanem, Tiaret, Béjaïa, et les localités d'Akbou, Tazmalt, et Ighil-Ali. Parmi les éléments du réseau on retrouve deux femmes dont l'une est accusée de faux et usage de faux. Les enquêteurs ont retrouvé chez elle un permis de conduire falsifié et accusé encore d'usurpation d'identité. Il

s'agit de B.H. 36 ans résidant à Oran. Le enquêteurs qui ont agi sur des informations ont saisi 3 kg de kif traité et 39 comprimés de psychotropes de type ecstasy, des armes blanches de plusieurs volumes et une importante somme d'argent. Les éléments de ce réseau ont été présentés devant la juridiction compétente pour détention, trans-

port, stockage, distribution et commercialisation de drogue, détention de psychotrope et leur revente, faux et usage de faux, usurpation d'identité, port d'arme blanche. Ils ont été placés sous mandat de dépôt pour les faits susnommés, ajoute la même source.

H.C.

Enlevé et séquestré à Dély Brahim

La Gendarmerie nationale libère l'otage

UN QUINQUAGÉNAIRE a été libéré avant-hier par les services de la Gendarmerie nationale de Dély Brahim après avoir été séquestré par une bande de malfaiteurs dans la commune de Ain Benian, a indiqué un communiqué du Commandement général de la Gendarmerie nationale.

Les forces de la Gendarmerie nationale ont réussi, en un temps record, à libérer la victime, un homme de 55 ans, des mains de ses 4 ravisseurs, juste après sa disparition signalée par son fils, précise le communiqué.

Selon la même source, «le dénommé K. Khaled, fils de la victime, s'est présenté, mardi à 08:00, à la brigade de la Gendarmerie nationale de Dély

Brahim pour aviser qu'il venait de recevoir un appel téléphonique à partir du portable de son père l'informant de l'enlèvement de ce dernier par un groupe d'individus qui réclamait une rançon de 50 millions de centimes».

«Les recherches aussitôt déclenchées par les enquêteurs avec l'appui de la brigade de recherches de Chéraga et la Section de sécurité et d'intervention (SSI) ont abouti à la localisation, à 11:00, de l'endroit (Ain Bénian) où était sequestrée la victime pour ensuite la libérer», précise le communiqué.

Les quatre ravisseurs ont été interpellés à bord de deux véhicules utilitaires, précise le communiqué selon lequel l'enquête suivait son cours.